

# Note en réponse à la demande de compléments suite à la demande d'examen au cas par cas relatif au projet de l'aménagement de l'espace public du port de la Guittière à Talmont Saint Hilaire (n°dossier : 2019-4046)

## ➤ Remarque 1

En premier lieu, j'attire votre attention sur le fait que l'indication suivant laquelle votre saisine vise à obtenir un avis de la formation de l'autorité environnementale du CGEDD n'est pas cohérente avec le fait de l'adresser à la DREAL des Pays de la Loire, en vue semble-t-il d'une décision au cas par cas (et non d'un avis).

Réponse apportée sur le courrier joint :

« La Commune a effectivement saisi la formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) d'une demande de décision après examen au cas par cas préalable à évaluation environnementale, au regard des dispositions de l'article R122-6 II du code de l'environnement, les projets de travaux devant donner lieu à une décision du ministre chargé de l'environnement. En effet, les travaux étant situés en site classé, l'accord du ministre des sites est requis après avis de la CDNPS.

Sur les conseils de la DDTM, ayant échangé sur ce point avec le CGEDD, la Commune a adressé le dossier à vos services.

Aussi, je vous remercie de bien vouloir me confirmer que la formation d'Autorité environnementale du CGEDD est bien compétente, et que la demande doit bien être adressée néanmoins, pour instruction, à la DREAL des Pays de la Loire. »

## ➤ Remarque 2

La délibération du 20 mai 2019 (à ajouter sur la liste des annexes) indique que « ce projet de requalification s'inscrit dans la perspective d'une continuité de la piste cyclable à travers le marais et d'une connexion du site du Port de la Guittière et de l'abbaye Notre-Dame de Lieu-Dieu à Jard-sur-Mer », également évoquée dans les annexes. Je vous invite donc, si vous considérez que le projet d'aménagement présenté est une composante d'un projet plus large, à vérifier si ce dernier entre - et pour quelle(s) raison(s) - dans le champ des demandes d'examen au cas par cas. Si c'est le cas, votre demande d'examen au cas par cas et ses annexes devront porter sur le projet dans son ensemble, en permettant d'identifier sa teneur exacte et par quelle(s) rubrique(s) du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement il est concerné. Inversement, si le projet global est soumis d'office à étude d'impact en vertu du même tableau, il n'y a pas lieu de maintenir la présente demande d'examen au cas par cas.

Le projet d'aménagement du port de la Guittière s'inscrit dans un projet indépendant qui se situe à proximité d'aménagements touristiques (pistes cyclables) déjà existants dont bénéficie déjà le site de la Guittière. Nous estimons ainsi que le projet du port de la Guittière n'est pas une composante des tracés cyclables et que le projet doit être traité indépendamment dans la mesure où :

- Les porteurs de projet sont différents (pistes cyclables du Département).

- L'échelle temporelle entre les projets réalisés (piste cyclable « Bourgenay-Guittière » réalisé en 2013), ceux en cours (port de la Guittière : projet 2020) est espacée.
- Les composantes de l'aménagement et le contexte urbain dans lesquels s'inscrit le projet du port de la Guittière sont différents des pistes cyclables.
- La connexion cyclable entre le port de la Guittière et l'abbaye de Notre Dame de Lieu-Dieu n'est qu'une perspective à long terme qui viendrait dans la continuité de la piste existante « Bourgenay-Guittière ».

La note d'accompagnement a été modifiée page 4 dans l'introduction du *chapitre 1.2 Objectifs du projet*, afin de retirer l'ambiguïté concernant un projet à plus large échelle.

### ➤ Remarque 3

Les onglets 4. 1 et 4.3.1 doivent obligatoirement être renseignés.

Sauf problème informatique, ces onglets sont bien remplis :

4. Caractéristiques générales du projet	
<b>Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire</b>	
<b>4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition</b>	
<p>Le projet porte sur l' aménagement des espaces publics du port ostréicole de la Guittière à Talmont Saint Hilaire (Vendée). La Commune, porteuse du projet, souhaite aménager les espaces publics du Port de la Guittière afin d' améliorer la perception de ce site emblématique de Talmont-Saint-Hilaire.</p> <p>Les travaux portent sur la voirie existante avec reprise des enrobés, création d'une voie partagée (piétonne et cyclable), aménagement de massifs verts. Le projet prévoit également de reprendre un espace vert avec les sanitaires et l'aménagement d'une zone de pique-nique sur une zone enherbée déjà occupée (stockage de matériels ostréicoles</p>	
<b>4.3 Décrivez sommairement le projet</b>	
<b>4.3.1 dans sa phase travaux</b>	
<p>Les travaux porte sur la voirie existante avec reprise des enrobées et intégration d'une voie partagée (cyclable et piétonne), de massifs végétalisés et de mobiliers urbains (stationnement vélos, bancs, )</p> <p>Une aire de pique-nique et un espace végétalisé avec reprise des sanitaires existant sont également prévus. Ces aménagements légers ne seront pas de nature à modifier la contexte initial de ces espaces.</p> <p>Aucune période de travaux n'est imposée dans la mesure où ceux-ci se situent en dehors des habitats à enjeux. et des habitats d'espèces.</p> <p>Les bases travaux et les zones de stockages seront également localisés à l'écart des habitats à enjeux.</p> <p>L'entreprise en charge des travaux devra respecter un cahier des charges de bonnes conduites environnementales et veiller à la gestion des déchets, disposer d'un kit anti-pollution,</p>	

### ➤ Remarque 4

Onglet 4.4 : l'absence de mention d'une procédure d'urbanisme n'apparaît pas cohérente avec la nécessité d'un permis d'aménager évoquée dans les annexes. Une partie du projet étant située sur le domaine public maritime (DPM), la ou les autorisations à obtenir à ce titre (et sur quel périmètre) seraient également à préciser dans cet onglet du CERFA.

Le CERFA a été modifié en conséquent.

En plus du dossier d'incidences N2000 et de la demande d'autorisation spéciale au titre des sites Classés/Inscrits, une demande de Permis d'Aménager a bien été formulée ainsi qu'un transfert de gestion du DPM sur les partie aménagées comprenant une partie de la voirie du port de la Guittière.

### ➤ Remarque 5

Onglets 5 et 6.1, indications relatives aux risques naturels : il vous faut comme demandé dans le CERFA indiquer si le plan de prévention des risques est prescrit ou approuvé et clarifier si l'emprise du projet est ou non soumise à un aléa d'inondation ou de submersion marine (le CERFA indique que le projet n'est pas concerné par des risques naturels alors que les annexes mentionnent un risque de submersion de la chaussée).

Le CERFA indique bien que la commune est couverte par un PPRL. La date de l'Arrêté Préfectoral a été ajoutée

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPRL du Pays Talmondais sur les communes de Talmont Saint-Hilaire, Jard-sur-Mer et de Saint-Vincent-sur-Jard PPRL approuvé le 30 mars 2016
Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?			

Le projet est situé en zones bleue et blanche du PPRL et que les côtes actuelles ne sont pas modifiées par le projet (cf courrier, ci-joint)

### ➤ Remarque 6

L'ensemble des documents annexés au CERFA doivent être numérotés et listés dans les onglets 8.1 ou 8.2.

Les différentes Annexes ont été modifiées pour inclure le numéro

### ➤ Remarque 7

L'annexe 1 annoncée est à joindre obligatoirement. La localisation de la base de travaux et de vie devra être précisée sur plan.

L'Annexe 1 a été ajouté au dossier « ANNEXES ». Bien que non définie ç l'heure actuelle et comme précisé au 4.2 *Déroulement des travaux* de la note d'accompagnement (ANNEXE 8), « les zones de dépôts et les bases travaux nécessaires pour la réalisation des travaux seront localisées en dehors du périmètre du site Natura 2000 et des habitats naturels à enjeux (habitats communautaires et habitats d'espèces). »

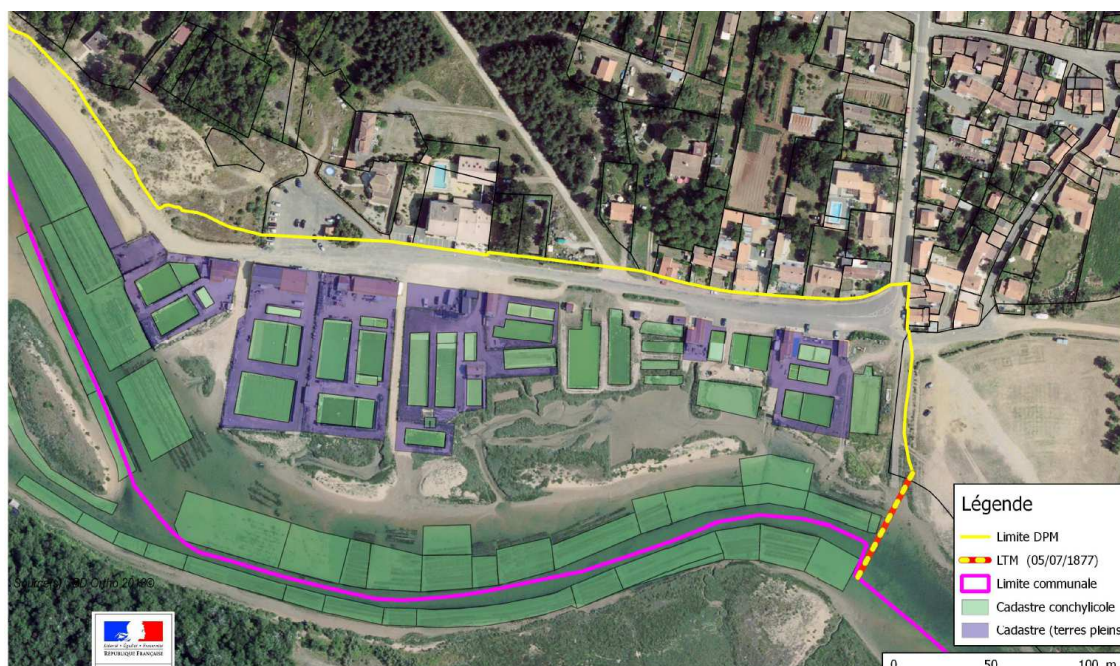
### ➤ Remarque 8

Les limites du DPM ne sont représentées que sur une partie du projet. Les indications devraient être complétées de façon à identifier sans ambiguïté quelles composantes du projet prennent place sur le DPM et de quels titres d'occupation du DPM bénéficient les occupations actuelles.

La carte complétée précisant l'actuelle limite et le projet de la future limite a été incluse dans le dossier d'accompagnement (ANNEXE 8). Cette carte se base sur les limites transmises, ci-dessous, par les services de la DDTM85



Comme précisé dans le courrier en réponse, la voirie et ses accessoires ne font actuellement pas l'objet d'un titre d'occupation ; c'est pourquoi l'aménagement projeté fait l'objet d'une demande de transfert de gestion (cf courrier ci-joint).



#### ➤ Remarque 9

Le statut actuel du secteur prairial qualifié de parking situé à l'est du site (et inclus dans la « zone d'influence du projet » délimitée sur plan) serait également à préciser (statut foncier ? stationnement illégal ou autorisé ? le cas échéant, joindre la décision d'autorisation et le périmètre concerné), ainsi que son devenir à l'issue de la réalisation du projet (interdiction d'accès aux véhicules motorisés en vue d'une restauration de milieux naturels ?).

La parcelle communale n'est pas concernée par le projet même si le périmètre d'étude. En conséquence, aucune modification n'est apportée sur cette parcelle que ce soit en terme de fonctionnement, d'utilisation et d'occupation du sol. Aucun impact sur le milieu naturel n'est induit par le projet.